

# JOTNA

Li ñëp bokk, ñëp jot ci



Programme de politique économique et sociale

**SonkoPrésident**  
— ★ ★ ★ ★ —



“

**Convictions fortes que malgré tout, il ne tient qu’à nous de briser ce cycle d’échecs et de déceptions, car les solutions sont bien en nous. Mais il faut s’y atteler dès maintenant ; nous avons déjà perdu trop de temps et le monde ne nous attend pas”**

Ousmane Sonko

Solutions sur le plan politique

I. Pour un nouveau pacte républicain et un engagement au service de l’Afrique

- Réconcilier nos identités et renforcer notre ancrage dans nos valeurs 7
- Repenser les leviers communautaires, privilégier l’Afrique et diversifier nos partenariats 9
- Redorer le blason de notre diplomatie et mieux impliquer la diaspora 11

II. institutions et libertés publiques

- Instaurer un pouvoir exécutif responsable et contenu 12
- Renforcer l’Assemblée nationale pour un réel contrôle de l’Exécutif 13
- Créer des pôles régionaux pour des collectivités territoriales fortes 15
- Instaurer un pouvoir judiciaire libre et indépendant 16
- Administrer d’ordre et pour le compte du peuple 17
- Réguler l’État contre les abus de pouvoir et protéger les libertés fondamentales 18
- Instaurer le culte de la transparence et de la reddition des comptes 19
- Sécuriser et rassurer les Sénégalais 20

Solutions sur le plan économique

III. Produire par et pour nous-mêmes et viser le monde

- Faire de l’agriculture le fer de lance de notre économie 23
- Propulser un élevage dynamique 24
- Protéger et assurer le développement durable de la pêche et de l’aquaculture 25
- Gérer de façon concertée, durable et profitable les ressources naturelles 27
- Promouvoir l’industrialisation pour un développement endogène 28
- Fournir une énergie durable et de l’eau potable accessibles à tous 30
- Structurer le secteur privé autour des PME/PMI 32
- Protéger le secteur du commerce pour un impact positif sur les ménages 33
- Reconquérir le levier monétaire pour une économie forte 34
- L’artisanat et la culture pour un tourisme intégré et une société épanouie 35
- Veiller à l’équilibre de l’écosystème et préserver l’environnement 37
- Mieux planifier l’urbanisation pour un meilleur habitat 39
- Réorienter la formation professionnelle pour une meilleure employabilité 40
- Faciliter la circulation des personnes et des biens 42
- Mettre le numérique au service de la création de valeurs 43

Solutions sur le plan social

IV. Protéger les Sénégalais et réduire les inégalités

- Égaliser les chances par l’éducation 47
- Promouvoir la femme et veiller sur l’enfant 49
- Promouvoir la solidarité par le soutien aux seniors et aux personnes vulnérables 51
- Assurer des soins de qualité et une meilleure protection sociale aux populations 53
- Démocratiser l’accès au foncier et à un logement décent 55
- Socialiser par le sport et hisser notre niveau de compétitivité 56

Solutions sur le financement

V. Promouvoir les financements innovants et diversifier les sources de recettes

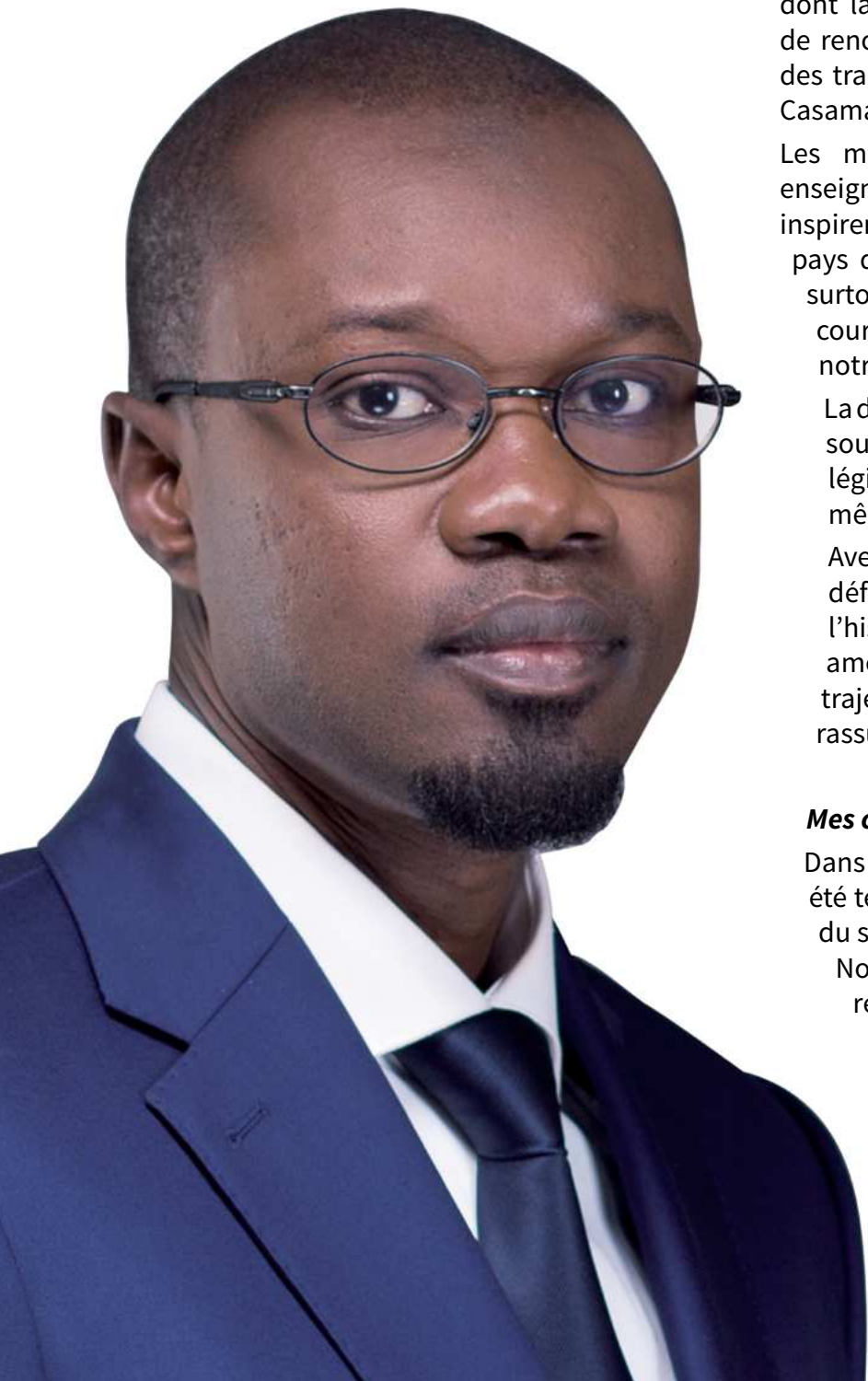
- Rationaliser le schéma institutionnel du financement autour de la CDC 58
- Instituer des “fonds patriotes” sectoriels pour financer les PME, les Entrepreneurs et les start-up 58
- Mobiliser le secteur privé national dans l’exécution des grands projets de l’État en leur accordant 58
- Adapter le cadre légal du financement participatif pour des financements innovants 59
- Mettre en place des fonds de pension et d’investissement de la diaspora des garanties souveraines 59
- Réduire le train de vie de l’État pour mieux orienter la dépense publique 60
- Réformer l’Administration financière pour plus d’efficacité dans la mobilisation des ressources 60





## **Sénégalaises, Sénégalais, Chers compatriotes,**

Tout d'abord, rendons grâce à Dieu de nous avoir permis de vivre ce moment important de notre Nation, et prions ensemble, pour que la paix, la stabilité et la cohésion continuent de régner dans notre pays, le Sénégal.



Ousmane Sonko, fils du Sénégal, produit du Sénégal, serviteur du Sénégal. Je suis prêt à relever, avec vous, le défi de la transformation positive et durable de notre pays.

Le projet politique que je porte, et que j'aurai l'honneur de vous présenter pendant trois semaines, est le reflet de qui je suis. En effet, par la transversalité de mes origines familiales et sociales, mon parcours personnel (produit des daaras et de l'école publique), je fais partie des sénégalais dont la vie est une symbiose achevée et un lieu de rencontre de notre diversité culturelle inspirée des traditions du Fouta au Gandiol, du Cayor à la Casamance, en passant par le Baol.

Les meilleurs récits de notre histoire et les enseignements de nos vénérés guides nous inspirent. Les valeurs tirées de la richesse de notre pays qui ont noms ouverture, tolérance, respect surtout de la parole donnée, solidarité, dignité, courage et intégrité ont constamment constitué notre boussole.

La décadence de ces valeurs a engendré une dure souffrance des populations et les demandes légitimes et impérieuses que vous avez vous-mêmes exprimées,

Avec cette élection, nous voulons tourner définitivement la page d'une séquence de l'histoire multiséculaire de notre pays pour amorcer, comme un seul peuple, une nouvelle trajectoire qui doit nous mener vers un avenir rassurant pour le Sénégal et pour l'Afrique.

### ***Mes chers compatriotes,***

Dans un perpétuel recommencement, nous avons été témoins, jour après jour, de la recomposition du système que nous avons combattu et vaincu.

Nous avons vu les pratiques bannies être restaurées et les acteurs écartés reconduits par le biais de la transhumance politique.

Nous avons été déçus, après chaque changement de régime, par les nouveaux dirigeants qui ont été investis de responsabilités, sur la base de notre confiance et de nos espoirs.

Je mesure l'étendue de votre déception, notre déception.

Je vois, avec peine, toutes les souffrances vécues par nos compatriotes des villes et des campagnes, du fait de la pauvreté avilissante, de la désagrégation du système éducatif et sanitaire et du chômage endémique des jeunes.

Je n'oublie pas toutes les peines et privations supportées par les femmes.

### ***Mes chers compatriotes,***

au soir du 24 février 2019, quand vous me porterez à la magistrature suprême, je me ferai le devoir de tenir toutes mes promesses, car c'est ce que l'on m'a appris à faire. Je veillerai consciencieusement à la sauvegarde des ressources de la Nation et les préserverai contre toutes les formes de pillage et de prédation, qu'elles viennent de l'intérieur ou de l'extérieur.

### ***Mes chers compatriotes,***

L'heure du véritable changement a sonné. Refusons de rester dans le statu quo d'un système incapacitant qui inhibe, bride la créativité et le talent qui sommeillent en chacun de nous.

Nous devons choisir la vraie rupture car toute notre histoire est jalonnée par les victoires et les réussites de nos vénérés ancêtres qui ont mis fin aux ordres préétablis pour ouvrir les voies de l'avenir.

Je suis parfaitement conscient de l'étendue des défis que nous aurons à relever. Je sais que le chemin sera long, parsemé d'embûches. Mais, je suis persuadé qu'avec la vision que nous partageons pour le Sénégal et l'Afrique, la détermination qui nous habite tous et notre envie de vaincre, nous viendrons à bout de toutes difficultés pour hisser notre pays sur les rampes d'un développement inclusif et durable, loin des slogans creux de l'émergence.

### ***Mes chers compatriotes,***

Le Président de la République que j'entends être va garantir une séparation effective des pouvoirs, réduire les pouvoirs exorbitants du Président de

la République, rationaliser le gouvernement et soustraire la justice et l'Assemblée nationale de la tutelle étouffante de l'exécutif, ce à travers des réformes institutionnelles courageuses qui seront enclenchées dès notre installation.

Le Président de la République que j'entends être va soustraire l'administration de toute influence politicienne en mettant en place un régime d'incompatibilité entre les hautes fonctions administratives et l'engagement partisan. L'appel à candidature sera généralisé dans tous les postes de directions et directions générales de l'administration.

Le Président de la République que j'entends être va combattre la corruption, le détournement des deniers publics et le gaspillage de ressources de l'État à travers des mesures de prévention et de sanction de tous les abus et pratiques illicites.

Le Président de la République que j'entends être va mettre les ménages au centre des priorités de son action pour restaurer les valeurs de citoyenneté, de patriotisme, de paix, de respect de l'environnement, du bien public et des droits humains.

### ***Mes chers compatriotes,***

Dans les prochaines heures, j'entamerai un parcours qui me conduira dans de nombreuses contrées du Sénégal pour vous rencontrer. Je viendrai vous exposer le programme de la Coalition Sonko Président. Nous sommes persuadés que ce programme donne les clés des solutions aux nombreux problèmes que nous avons identifiés et analysés partout dans tous les secteurs de la vie de notre pays

Le 24 Février 2019, dans l'intimité de l'isolement, laissez parler votre amour pour le Sénégal.

**N'attendons pas le changement  
Nous sommes le changement !**

**L'Avenir, c'est maintenant !**

# ◀> SOLUTIONS SUR LE PLAN POLITIQUE

## I. Pour un nouveau pacte Républicain et un engagement au service de l'Afrique



### 1 | Réconcilier nos identités et renforcer notre ancrage dans nos valeurs

*Les symboles de la République sont censés rappeler aux Sénégalais quelles sont les valeurs de leur pays, qu'ils sont unis par la même histoire et des traditions communes dans la diversité, qu'ils doivent être fiers de leur pays, le respecter et le faire respecter.*

*Chaque symbole évoqué devrait produire du sens en chaque Sénégalais et réveiller ce sentiment national moteur du patriotisme agissant. Ce ne sera qu'en tant que nation soudée, imprégnée de ses valeurs et consciente de son identité commune, que nous irons victorieux à l'assaut pacifique d'un monde féroce.*

*Nous sommes pour la laïcité, comprise dans le sens d'un système équidistant des religions, garantissant à chacune d'elles les conditions de sa pleine et libre pratique. Elle est le gage de la stabilité, d'une cohabitation pacifique assise sur la tolérance et le respect mutuel, avec l'encouragement et l'accompagnement judicieux de l'État, abstraction représentative de tous les Sénégalais, sans distinction de genre, d'origine sociale, ethnique, religieuse, raciale, géographique, ou autre.*

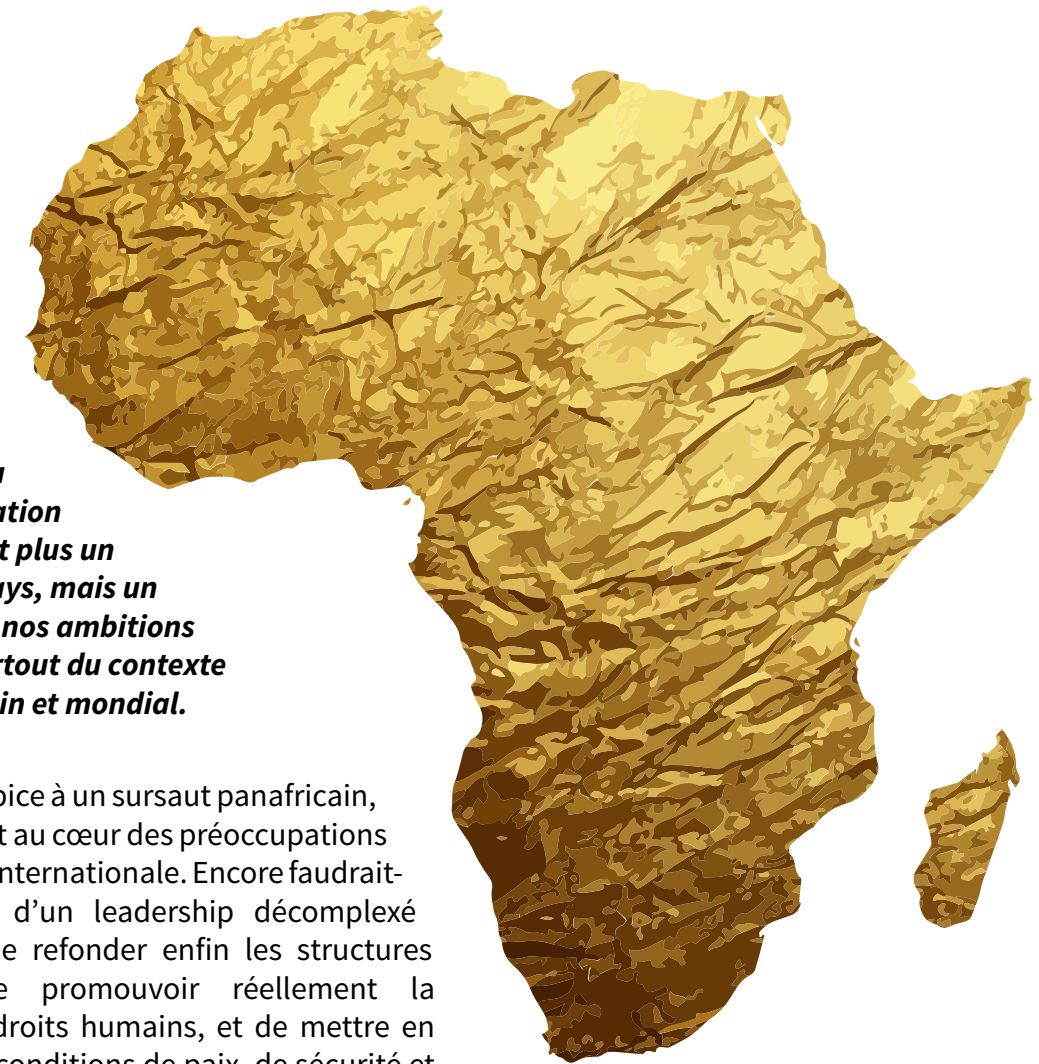
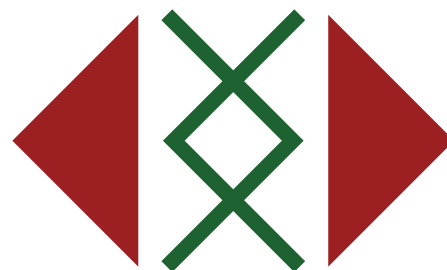


# 2

## Repenser les leviers communautaires, privilégier l'Afrique et diversifier nos partenariats

### ◀ Solutions

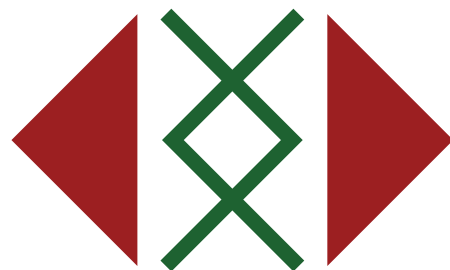
- Nous initierons, sur l'identité nationale, de larges concertations, inclusives et ouvertes, qui seront sanctionnées par un rapport et des recommandations pratiques ;
- Nous inscrirons et nous soumettrons au vote de l'Assemblée nationale, des crédits budgétaires annuels destinés au financement officiel des cultes ;
- Nous mettrons sur pied un organe gouvernemental dédié, avec avis consultatif sur les questions majeures, chargé d'administrer ces crédits selon des modalités et critères à définir, et principalement orienté vers l'organisation des enseignements, la construction d'infrastructures et l'accompagnement des cérémonies religieuses ;
- Nous introduirons l'éducation à la citoyenneté, à la paix, à l'environnement, au respect mutuel, à la morale et au civisme dans les curricula et les programmes scolaires ;
- Nous mettrons en place un service civique national pour réarmer moralement la jeunesse, lui donner les bases de l'amour de la nation, le sens du travail, pour ressouder la nation.



***L'aboutissement du processus d'intégration sous régionale n'est plus un choix pour notre pays, mais un impératif, au vu de nos ambitions économiques et surtout du contexte géopolitique africain et mondial.***

Ce contexte est propice à un sursaut panafricain, puisque l'Afrique est au cœur des préoccupations de la communauté internationale. Encore faudrait-il qu'elle se dote d'un leadership décomplexé et de la volonté de refonder enfin les structures postcoloniales, de promouvoir réellement la démocratie et les droits humains, et de mettre en place de nouvelles conditions de paix, de sécurité et de liberté, gages d'un développement durable.

Il faut repositionner le Sénégal, par ordre de priorité, sur les scènes diplomatiques sous régionale, africaine et internationale. Le contexte sécuritaire, les enjeux économiques et les préoccupations sociales transfrontalières, nous imposent de rétablir très vite des relations basées sur l'amitié et le partenariat.



## ◀ Solutions



- Nous proposerons à chacun des pays limitrophes du Sénégal (Gambie, Mauritanie, République de Guinée, Guinée Bissau et Mali) une gestion collégiale de ces enjeux, avec des spécificités bilatérales par endroit, articulée autour de :

- **la mise en place d'un Comité de Défense et de Sécurité ;**
- **la mise en place d'un Comité de développement économique et social, au niveau ministériel, chargé de discuter de tous les sujets, économique, commercial et culturel, afin de développer les potentialités, de prévenir et de résoudre les conflits qui pourraient survenir dans le cadre des échanges entre pays ;**
- **la tenue régulière des grandes commissions mixtes de coopération entre nos pays ;**
- **la mise en place d'un véritable programme de coopération décentralisée avec l'organisation ou le renforcement des échanges économiques**

**et culturels entre villes frontalières, de foires commerciales au niveau des villes frontalières, et leur jumelage ;**

- Nous accorderons une grande priorité aux pays voisins, par la construction d'ambassades dignes de ce nom et l'affectation d'ambassadeurs et de diplomates expérimentés avec de meilleures conditions de travail ;
- Nous militerons pour la création d'un espace doté d'un marché unique organisé autour d'une union économique et monétaire, dernière étape vers une Union politique avec l'établissement d'une structure supranationale ;
- Nous ratifierons le protocole de Malabo portant amendements au protocole sur le Statut de la Cour africaine de justice et celui de la Cour des droits de l'homme et des peuples ; nous militerons activement pour le renforcement de la Justice africaine, notamment par la ratification de la Charte Africaine de la Démocratie, des Élections et de la bonne Gouvernance et le renforcement du Parlement Panafricain ;
- Nous militerons activement pour une réforme du Conseil de Sécurité des Nations Unies afin que l'Afrique soit pleinement représentée dans tous les organes de prise de décision de l'ONU, y compris au sein de ce Conseil.

## 3 | Redorer le blason de notre diplomatie et mieux impliquer la diaspora

***Faire de la diplomatie sénégalaise un outil de promotion économique, notamment pour promouvoir le secteur privé national dans la sous-région et l'Afrique, restant entendu qu'attirer les investissements directs étrangers (IDE) passera nécessairement par une révision de la carte diplomatique, une dépolitisation de nos ambassades et consulats et une amélioration des conditions de travail et de vie des diplomates.***

***Notre politique étrangère doit être imprégnée des préoccupations des Sénégalais vivant à l'étranger, dans le sens de les organiser et de permettre leur participation au développement du pays. Les Sénégalais excellent à travers le monde dans toutes les catégories socio-professionnelles et dans les domaines les plus pointus. Leur désir ardent est de servir le Sénégal.***

## ◀ Solutions

- Nous ferons un audit complet du personnel du Ministère en charge des Affaires étrangères et nous réviserons la carte diplomatique et consulaire ;
- Nous mettrons en place un organigramme type pour les représentations diplomatiques (Ambassades et Consulats) avec une description objective de tous les postes ;
- Nous mettrons en place une base de données des Sénégalais de l'extérieur en nous appuyant sur le réseau des ambassades et consulats du Sénégal qui seront de véritables détecteurs de talents ;
- Nous mettrons en place une banque des projets de la diaspora et nous proposerons un accompagnement spécial pour les projets d'envergure ;
- Nous négocierons des accords de rapatriement des fonds de retraite pour nos concitoyens à l'étranger afin qu'ils puissent accéder à leur pension de retraite à partir du Sénégal.



## II. Institutions et Libertés Publiques

### 4 | Instaurer un pouvoir exécutif responsable et contenu

*Aujourd'hui, l'hyper-présidentialisme n'est plus à démontrer les institutions législative et judiciaire sont totalement sous la coupe réglée du Président de la République. Il faut y mettre un terme L'Administration de notre pays doit être républicaine, exclusivement orientée vers la satisfaction de l'usager et mise au service du développement.*

#### ◀ Solutions

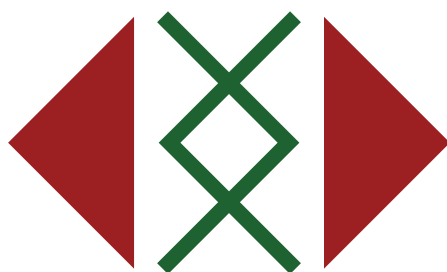
- Nous mettrons fin à la concentration des pouvoirs entre les mains du Président de la République en instituant sa responsabilité, sa révocabilité et son obligation de rendre de compte ;
- Nous instaurerons la responsabilité politique du Président de la République en introduisant la procédure de destitution pour manquement grave dont le contenu sera précisé ;
- Nous supprimerons les fonds dits “politiques” et les remplacerons par les fonds spéciaux, votés par l'Assemblée pour les opérations ultra sensibles (armement et missions secrètes par exemple) ;
- Nous soumettrons les fonds spéciaux à un contrôle spécifique et a posteriori par une sous-commission composée de membres assermentés à savoir deux (2) députés de la Commission des finances issus l'un de la majorité et l'autre de l'opposition parlementaire, deux (2) magistrats de la Cour des Comptes en plus du Président de la Commission susvisée ;
- Nous décréterons que la qualité de membre du gouvernement est incompatible avec l'exercice de toute autre fonction nominative ou élective.

### 5 | Renforcer l'Assemblée nationale pour un réel contrôle de l'Exécutif

*Le Sénégal doit se suffire d'une Assemblée nationale monocamérale forte de ses attributions et prérogatives, consciente de ses missions et dotée de pouvoirs conséquents et disposer de Collectivités territoriales véritablement autonomes, librement administrées et viables.*

*Pour le cas particulier des collectivités locales, force est de noter que malgré la communalisation intégrale, elles demeurent confrontées à des problèmes d'ordre financier et organisationnel, de manque de compétences, de défaut de modernisation des rapports entre l'État et les collectivités locales qui ne leur permettent pas d'assurer le service public et les missions de proximité.*





## 6 Créer des pôles régionaux pour des collectivités territoriales

*Malgré la communalisation intégrale, les collectivités locales demeurent confrontées à des problèmes d'ordre financier et organisationnel, de manque de compétences, de défaut de modernisation de leur rapports avec l'État qui ne leur permettent pas d'assurer le service public et les missions de proximité.*

### ◀ Solutions

- Nous fixerons le bureau de l'Assemblée nationale à cinq (5) Vice-présidents, quatre (4) secrétaires élus et deux (2) questeurs. Un des postes de Vice-président, au moins, sera réservé à l'Opposition parlementaire. Les postes de Questeur et de Président de la Commission de contrôle et de comptabilité sont obligatoirement répartis entre la majorité et l'opposition parlementaires. Il en est de même des fonctions de Président et de Rapporteur de la Commission des Finances ;
- Nous donnerons à l'Assemblée nationale le pouvoir de déclencher une procédure de mise en accusation du chef de l'État et du Premier ministre, notamment pour violation grave de serment, violation délibérée de la Constitution, atteinte grave aux droits de l'Homme, malversation, corruption, enrichissement illicite, atteinte à l'unité nationale et à l'intégrité du territoire, conflits d'intérêts ;
- Nous réviserons le mode de scrutin des élections législatives pour une Assemblée nationale plus représentative de la situation politique et du corps électoral ;
- Nous améliorerons les conditions d'efficacité et de travail des parlementaires par le recrutement et la mise à disposition d'assistants, de local de travail dans leur circonscription pour les députés élus au scrutin majoritaire, mais surtout l'interdiction de tout cumul de deux mandats électifs et de fonctions ;
- Nous légiférerons clairement sur les régimes juridique et fiscal de la rémunération des députés qui, comme les autres citoyens, vont payer l'impôt.
- Nous supprimerons le Conseil Economique Social et Environnemental (CESE), le Haut Conseil des Collectivités Territoriales (HCCT), et autres institutions inutiles et budgétivores.

### ◀ Solutions

- Nous érigerons au Sénégal six grandes régions-pôles de développement durable, véritables laboratoires d'expérimentation, d'impulsion et d'éclosion des politiques économiques et sociales. Celles-ci auront des compétences élargies et encadrées, notamment en matière agricole ;
- Nous réformerons substantiellement la fiscalité locale existante par une meilleure répartition de la charge fiscale entre les différentes branches de l'économie ;
- Nous porterons annuellement les fonds de dotation à 240 milliards minimum à partir de 2020. Ces fonds seront soumis à un contrôle rigoureux. Leur décaissement sera soumis à l'élaboration des plans communaux de développement approuvés par le ministère en charge des collectivités territoriales dans le respect de la stratégie nationale de développement des pôles-régionaux ;
- Nous transférerons également certains impôts et taxes d'État et impliquerons les collectivités locales dans toute politique fiscale d'exonérations portant sur des impôts locaux et induisant pour elles des abandons de recettes, aussi bien dans la phase législative que dans les modalités pratiques d'octroi de celles-ci ;
- Nous aménagerons le cadre législatif et réglementaire pour permettre aux collectivités locales d'accéder aux nouveaux instruments de financement de leurs infrastructures notamment par les emprunts (classique ou obligataire), les partenariats publics privés (PPP) et le dispositif de la coopération décentralisée ;
- Nous mettrons en place une commission nationale de réformes territoriales (CNRT) à laquelle nous donnerons un délai de six (06) mois à un (01) an pour déposer ses conclusions.





## 7 | Instaurer un pouvoir judiciaire libre et indépendant

**La Justice constitue le premier rempart de la démocratie. Elle garantit l'effectivité des droits fondamentaux inscrits dans la Constitution et la régulation normative de la République si, et seulement si elle s'affranchit des tutelles politiques et du jeu des lobbies. Le constat objectif met en exergue une méfiance des populations et un doute sur sa crédibilité et son indépendance.**

### ◀ Solutions

- Nous passerons d'un Conseil constitutionnel à une Cour constitutionnelle qui sera au sommet de l'organisation judiciaire. Elle sera soustraite de l'emprise du Président de la République par le mode paritaire de désignation de ses membres et par le fait que ce dernier ne sera plus membre du Conseil supérieur de la Magistrature, l'organe de gestion de la carrière des magistrats ;
- Nous soustrairons le Parquet de la tutelle fonctionnelle du ministère de la Justice et nous instituerons un Juge des libertés ;
- Nous renforcerons considérablement les pouvoirs d'investigation de l'Inspection Générale de l'Administration de la Justice (IGAJ) pour assurer son efficacité dans la détection et la traduction des acteurs impliqués dans des affaires de corruption ;
- Nous moderniserons les greffes par la numérisation des registres et la modernisation des instruments de travail. La dématérialisation des procédures d'obtention des pièces et documents permettra d'arriver à plus de célérité dans le traitement des dossiers ;
- Nous construirons de nouvelles prisons respectant les standards de commodité et de sécurité afin de préserver la dignité humaine des personnes incarcérées qui seule facilitera leur réinsertion sociale et nous combattons les abus tels que les longues détentions préventives ;
- Nous mettrons en place un programme de réinsertion sociale des détenus pour réduire le taux de récidive, la radicalisation dans le milieu carcéral, le budget « alimentaire » des établissements pénitenciers et pour garantir aux détenus un métier et un pécule minimal à la sortie de prison.

## 8 | Administrer d'ordre et pour le compte du peuple

**Notre administration est complètement désarticulée et non performante ; non pas que les ressources humaines soient de mauvaise qualité, mais du fait, entre autres, de sa politisation outrancière. Les maux de l'administration ont pour noms clientélisme politique, absence de plan de carrière, distorsions dans le système de rémunération, corruption galopante et impunité, absence de déontologie face à l'utilisateur.**

**La relation du fonctionnaire à l'administré, à travers le service à l'utilisateur du service public, est empreinte de manque de disponibilité et de sollicitude, car le fonctionnaire garde une posture de dominant attendant de l'utilisateur égards et déférence.**

### ◀ Solutions

- Nous mettrons en place le mécanisme de l'appel à candidature permettant une pré-sélection sur dossier par un comité ad hoc spécialisé et sur des critères combinés d'ancienneté, de compétence et de probité ;
- Nous réexaminerons, en poursuivant un objectif de renforcement du pouvoir d'achat des agents de l'Etat, les rémunérations de base dans la fonction publique dans le sens de plus d'équité entre les corps et les hiérarchies ;
- Nous instituerons le recours exclusif au concours pour les recrutements civils et militaires afin de garantir l'égalité des chances aux citoyens et la qualité du recrutement à l'Etat ;
- Nous consacrerons l'incompatibilité de l'exercice des responsabilités techniques de Directeurs, Directeurs généraux et secrétaires généraux de structures publiques et parapubliques avec toute implication dans la vie politique ;
- Nous renforcerons l'efficacité de l'administration publique et nous l'inscrirons dans une démarche qualité par l'amélioration de l'accueil, de la fourniture de l'information et du service ainsi que de la lisibilité des procédures pour le citoyen ;
- Nous régulariserons les montants dus aux enseignants, au titre de la validation des années de vacation avant fin 2019 afin de donner un gage de bonne volonté pour le pacte de stabilité que nous entendons proposer aux acteurs de l'Education pour une école stable et performante ;
- Nous inscrirons dans la Constitution, le devoir pour chaque agent de l'Etat de refuser d'exécuter un ordre manifestement illégal d'un supérieur hiérarchique et nous proposerons une loi pour protéger les lanceurs d'alerte.

## 9 Réguler l'État contre les abus de pouvoir et protéger les libertés

*Le plus souvent, la boulimie du pouvoir, la peur de rendre compte et les pressions claniques et lobbyistes ont poussé les tenants du pouvoir à des manœuvres extrêmes de manipulation de la Constitution et/ou des règles du jeu électoral. Et n'eût été notre solide socle de régulateurs sociaux, l'irréparable se serait plusieurs fois produit depuis. Mais on ne peut plus continuer à laisser notre ressource la plus précieuse, notre stabilité, exposée à l'aventurisme et la cupidité de cette engeance politicienne. C'est ce diagnostic qui a motivé les réflexions et propositions pertinentes formulées dans le cadre des Assises Nationales auxquelles nous souscrivons.*

### ◀ Solutions

- Nous adopterons une nouvelle Constitution à sacraliser par des procédures rigides d'amendement et nous préciserons les domaines amendables uniquement par référendum et les domaines courants modifiables par le Parlement à une majorité qualifiée ;
- Nous inclurons dans le bloc de constitutionnalité une grande Charte des Libertés et de la Démocratie régissant les droits et libertés, les principes fondamentaux des institutions et des pouvoirs publics et les principes généraux du système électoral et des scrutins ;
- Nous créerons une Haute Autorité de la Démocratie, organe indépendant chargé d'assurer la régulation du champ politique y compris le fonctionnement des partis politiques, de préparer, conduire et organiser les scrutins électoraux et référendaires. Elle assurera également le contrôle de la régularité du fonctionnement et du financement des partis politiques, la vérification du financement des campagnes électorales et organisera enfin la tenue de concertations régulières entre les acteurs du jeu politique ;
- Nous créerons, en lieu et place du Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel (CNRA), une Haute Autorité des Médias (HAM), organe indépendant qui sera chargé de réguler le secteur, de garantir l'accès équitable au service public. Elle donnera son approbation pour la nomination des dirigeants des médias du service public et garantira à tous les citoyens un égal accès à l'information et au service public.

## 10 Instaurer le culte de la transparence et de la reddition des comptes

*Dans notre pays, la mal gouvernance a atteint des proportions très inquiétantes. Les organes de contrôle font leur travail au terme duquel ministres, directeurs généraux, directeurs et autres responsables publics sont épinglés par des rapports rondement menés pour des faits gravissimes ayant compromis l'intérêt général à coup d'enjeux financiers colossaux.*

*L'absence ou la faiblesse de connexion des corps de contrôle au judiciaire, leur rayon d'action limité et surtout leur rattachement organique et fonctionnel à l'exécutif, font que le Président de la République a ainsi le pouvoir, malgré la gravité des faits révélés, de décider de les mettre sous le coude et ainsi d'étouffer administrativement et judiciairement n'importe quel dossier.*

### ◀ Solutions

- Nous renforcerons l'indépendance des corps de contrôle qui seront autonomes sur le plan budgétaire et dans la définition et l'exécution de leurs missions sans aucune possibilité d'intervention externe ;
- Nous conférerons aux organes de contrôle un pouvoir de saisine directe du procureur et, en cas de carence ou de lenteurs anormales de ce dernier, d'une transmission directe au juge ;
- Nous élargirons les compétences de la Cour des comptes au contrôle des comptes et de la gestion de la Présidence de la République, du Parlement et des autres institutions.



# 11 | Sécuriser et rassurer les Sénégalais

*Le Sénégal vit dans un monde de moins en moins sûr, exacerbé par le terrorisme. Notre modèle sociétal bâti sur la non-violence, la cohabitation pacifique, les valeurs culturelles et religieuses de respect de la vie et de la dignité humaines combiné au professionnalisme incontesté de nos services de sécurité, nous assurent une certaine paix.*

*Cependant, les derniers développements en termes d'agressions, de rapt, de meurtres crapuleux... nous recommandent prudence et alerte. Ces actes barbares n'épargnent pas les enfants en bas âge et même les nouveau-nés ; ils frappent durement les personnes vivant avec un handicap comme les albinos. Ils surviennent au détour d'anodines disputes d'automobilistes dans la circulation, entre coépouses, entre jeunes amis de quartier...*

*En matière de protection des données personnelles, les pratiques actuellement mises en œuvre par les opérateurs télécoms présentent des risques de perte de leur contrôle à plusieurs niveaux avec les accès étrangers aux données nationales à partir des infrastructures mutualisées et/ou délocalisées.*



## ◀ Solutions

- Nous améliorerons considérablement les conditions de travail et d'existence de corps qui jouent un rôle crucial dans la sécurisation physique et matérielle des Sénégalais ;
  - Nous renforcerons la formation et l'équipement de nos troupes et privilégierons le renseignement et la coopération militaire aux niveaux sous-régional, régional et international ;
  - Nous affirmerons la souveraineté militaire pleine et entière du Sénégal sur son territoire. À cet effet, nous négocierons la restitution des bases militaires ;
  - Nous installerons dans chaque région un centre tactique de coordination qui sera au centre de la politique sécuritaire de proximité. Son action concernera la police, les sapeurs-pompiers, la gendarmerie, la douane et le service des eaux et forêts ;
  - Nous promulguons et appliquerons la loi d'orientation sur la sécurité intérieure (LOSI) sur la délinquance juvénile ;
  - Nous élaborerons une Stratégie Nationale de Défense et de Sécurité (SNDS) dont l'objectif est de fixer les orientations stratégiques de notre politique de défense et de sécurité
- et servira de document de base pour la définition des budgets des institutions en charge de la défense et de la sécurité nationales ;
- Nous créerons un Bouclier Sécurité et Défense Nationale (BSDN) pour faire face aux menaces liées à la piraterie maritime et protéger nos ressources en hydrocarbures, renforcer l'équipement de la marine nationale par des corvettes, des navires de patrouilles, de drones et d'avions de surveillance maritime, de destroyers etc ;
  - Nous promouvons le comportement citoyen sur la route par l'éducation au code de la route dès l'élémentaire et à travers une communication soutenue en direction des usagers ;
  - Nous renforcerons les moyens humains et matériels de la police et de la gendarmerie avec des brigades motorisées dans les communes urbaines pour plus de proximité et de rapidité dans les interventions ;
  - Nous agréons, des sociétés offrant des services de remorquage pour les véhicules en panne ou ayant subi un accident pour éviter les blocages de la circulation.

# ◀> SOLUTIONS SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE

## III. Produire par et pour nous-mêmes et viser le monde



## 12 | Faire de l'agriculture le fer de lance de notre économie

*L'agriculture sénégalaise porte les séquelles de mauvais choix hérités de la colonisation et a également beaucoup souffert des politiques de rigueur et des aléas climatiques. Toutes choses qui ont réduit considérablement sa productivité et sa capacité à satisfaire les besoins.*

### ◀> Solutions

- Nous assurerons la maîtrise de l'eau et sa gestion rationnelle, dans les régions sahéliennes arides du centre-nord par la réalisation du Canal du Cayor, du Canal du Baol et la relance du projet de revitalisation des vallées fossiles ;
- Nous construirons des barrages anti-sel à l'embouchure du fleuve Casamance afin de "désaliniser" le fleuve et mobiliser sa ressource en eau douce pour le développement de la riziculture locale et de la mangrove ;
- Nous réorienterons les subventions agricoles et réviserons leur mode de gouvernance pour s'assurer de leur efficacité et de leur efficience en faisant notamment la promotion des lignes de crédit pour l'équipement des exploitations familiales en plus des crédits de campagne ;
- Nous favoriserons la mise en place de coopératives agricoles qui permettront aux agriculteurs de mieux s'organiser et de se professionnaliser avec des possibilités d'investissement plus fortes ;
- Nous renforcerons la recherche dans le domaine agricole en mettant sur pied un fonds de recherche appliquée à l'agriculture ;
- Nous fusionnerons les structures d'encadrement en vue de rationaliser les ressources et d'éviter les doublons dans leurs domaines d'intervention ;
- Nous renforcerons également les dispositifs d'incitation fiscale à la production intérieure, avec des mesures d'exonération sur les intrants et le matériel d'exploitation.